

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2009 — 401

[C - 2008/13536]

**13 NOVEMBRE 2008. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 31 mai 2007, conclue au sein de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, relative à l'accord national 2007-2008 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 31 mai 2007, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, relative à l'accord national 2007-2008.

**Art. 2.** La Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 2008.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances,  
Mme J. MILQUET

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—  
Annexe

**Commission paritaire  
des constructions métallique, mécanique et électrique**

*Convention collective de travail du 31 mai 2007*

Accord national 2007-2008 (Convention enregistrée  
le 11 juillet 2007 sous le numéro 83859/CO/111)

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Introduction*

A. Champ d'application

Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, à l'exception des entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques.

§ 2. On entend par « ouvriers » : les ouvriers et les ouvrières.

B. Force obligatoire

Art. 2. Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue au plus vite obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE II. — *Enveloppe*

A. Détermination de l'enveloppe

Art. 3. Au 30 juin 2007, les entreprises doivent affecter un budget récurrent de 0,7 p.c. de la masse salariale. L'affectation de cette enveloppe peut uniquement être négociée au niveau de l'entreprise.

Par « masse salariale », on entend : les salaires bruts et les charges sociales y afférentes (cotisations de sécurité sociale patronales et autres charges sociales).

B. Procédure de négociation de l'enveloppe de l'entreprise

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2009 — 401

[C - 2008/13536]

**13 NOVEMBER 2008. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 mei 2007, gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, betreffende het nationaal akkoord 2007-2008 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw;

Op de voordracht van De Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 31 mei 2008, gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, betreffende het nationaal akkoord 2007-2008.

**Art. 2.** De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 november 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
Mevr. J. MILQUET

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—  
Bijlage

**Paritair Comité voor de metaal-,  
machine- en elektrische bouw**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 31 mei 2007*

Nationaal akkoord 2007-2008 (Overeenkomst geregistreerd  
op 11 juli 2007 onder het nummer 83859/CO/111)

HOOFDSTUK I. — *Inleiding*

A. Toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werklieden van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, met uitzondering van die ondernemingen die bruggen en metalen gebinten monteren.

§ 2. Onder « werklieden » wordt verstaan : de mannelijke en vrouwelijke arbeiders.

B. Algemeen verbindend verklaring

Art. 2. Ondertekenende partijen vragen dat onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst zo vlug mogelijk bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

HOOFDSTUK II. — *Enveloppe*

A. Bepaling van de enveloppe

Art. 3. Met ingang van 30 juni 2007 dienen de ondernemingen een overdraagbaar budget van 0,7 pct. van de loonmassa te besteden. Over de besteding kan enkel op ondernemingsvlak onderhandeld worden.

Onder « loonmassa » wordt begrepen : de brutolonen en de bijhorende sociale lasten (sociale zekerheidsbijdragen werkgever en andere sociale lasten).

B. Procedure voor onderhandeling over de ondernemingsenveloppe

## Affectation de l'enveloppe

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. L'affectation de l'enveloppe récurrente est déterminée au niveau de l'entreprise dans le cadre d'une concertation paritaire suivant les engagements repris dans l'annexe à la présente convention collective de travail.

La procédure de négociation au niveau de l'entreprise concernant l'affectation du budget récurrent s'effectue en 2 étapes :

a) Préalablement, tant l'employeur que toutes les organisations syndicales représentées au sein de la délégation syndicale de l'entreprise doivent être d'accord de négocier l'affectation du budget récurrent de l'enveloppe. Si tel n'est pas le cas, les salaires horaires bruts effectifs des ouvriers sont augmentés selon les modalités prévues au point C.

Dans les entreprises ayant plusieurs sièges, la décision est prise au niveau du groupe. Cette décision porte non seulement sur la volonté ou non de négocier mais aussi sur le niveau auquel ces négociations seront menées.

b) S'il est décidé de procéder à une concertation en entreprise sur l'affectation du budget récurrent de l'enveloppe, cette concertation doit déboucher, au plus tard le 15 juin 2007, sur une convention collective de travail. Si nécessaire et après accord de toutes les parties au niveau de l'entreprise, cette période de négociation peut être prolongée jusqu'au 20 juillet 2007 au plus tard, pour autant que la concertation dans l'entreprise ait démarré avant le 15 juin 2007. Si aucune convention collective de travail n'est conclue dans ce délai, les salaires horaires bruts effectifs des ouvriers sont augmentés selon les modalités fixées au point C.

## § 2. Litiges

Tout litige relatif à l'interprétation des calculs du budget récurrent de l'enveloppe sera soumis immédiatement à la Commission paritaire nationale, selon les modalités fixées dans l'annexe à la présente convention collective de travail, visée au § 1<sup>er</sup>.

## C. Régime supplétif

Art. 5. Si aucune concertation d'entreprise n'est entamée avant le 15 juin 2007 au sujet de l'enveloppe et que la concertation n'a pas débouché sur la conclusion d'une convention collective de travail avant le 15 juin 2007, ou le cas échéant pour le 20 juillet 2007, tous les salaires horaires effectifs des ouvriers seront augmentés de 0,7 p.c. au 30 juin 2007, y compris les primes d'équipes et de production non exprimées en pourcentage, à moins qu'il n'existe d'autres dispositions conventionnelles au niveau de l'entreprise.

## CHAPITRE III. — Conditions salariales

## A. Augmentation salariale

## Calcul du solde

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Au 1<sup>er</sup> octobre 2008, tous les salaires horaires effectifs, y compris les primes d'équipes et de production non exprimées en pourcentage (à moins qu'il existe d'autres dispositions conventionnelles au niveau de l'entreprise), sont augmentés de 0,4 p.c., moyennant toutefois majoration ou déduction de la différence entre la somme des indexations réelles et l'inflation de 3,9 p.c. prévue pour 2007 et 2008.

Si le résultat de cette déduction est nul ou négatif, il ne sera pas octroyé d'augmentation salariale au 1<sup>er</sup> octobre 2008.

Si ce solde dépasse 0,4 p.c., le solde dépassant 0,4 p.c. sera, au 1<sup>er</sup> octobre 2008, affecté à une augmentation de la cotisation au fonds de pension sectoriel, à concurrence de maximum 0,2 p.c., augmenté d'un coefficient de 1,5.

Le solde éventuel, après l'affectation au fonds de pension telle que présentée à l'alinéa précédent, sera, au 1<sup>er</sup> octobre 2008, affectée à une augmentation des salaires horaires effectifs, y compris les primes d'équipes et de production non exprimées en pourcentage (à moins qu'il existe d'autres dispositions conventionnelles au niveau de l'entreprise).

## § 2. Initiative wallonne de promotion de l'emploi

Au 1<sup>er</sup> octobre 2008 une cotisation à durée indéterminée de 0,075 p.c. (majorée d'un coefficient de 4/3) sera prélevée sur le solde défini au § 1<sup>er</sup> de cet article, éventuellement moyennant une application au prorata en cas de solde inférieur à 0,4 p.c., auprès des entreprises établies en Région wallonne. Cette cotisation sera perçue à condition que dans les entreprises concernées ne soient pas posées de revendications salariales complémentaires pour compenser cette cotisation.

Cette cotisation sera affectée à la création d'initiatives de promotion de l'emploi sectoriel en Région wallonne, sur base de principes repris dans le rapport de la réunion de la Commission paritaire des

## Besteding van de enveloppe

Art. 4. § 1. De besteding van de overdraagbare enveloppe wordt op ondernemingsvlak bepaald in paritair overleg volgens de verbintenissen opgenomen in de bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De procedure voor de ondernemingsonderhandelingen over de besteding van het overdraagbaar budget verloopt in 2 stappen :

a) Voorafgaandelijk moeten op ondernemingsvlak zowel de werkgever als alle in de vakbondsafvaardiging van de in de onderneming vertegenwoordigde vakbonden akkoord zijn om onderhandelingen te voeren over de besteding van het overdraagbaar budget van de enveloppe. Indien dit niet het geval is worden de effectieve bruto-uurlonen van de werklieden verhoogd volgens de modaliteiten bepaald in punt C.

In de multizetelondernemingen wordt de beslissing genomen op groepsniveau. Deze beslissing heeft niet alleen betrekking op het al dan niet onderhandelen, maar ook over het niveau waar deze onderhandelingen zullen gevoerd worden.

b) Indien besloten wordt tot ondernemingsoverleg over de besteding van het overdraagbaar budget van de enveloppe, moet dit overleg ten laatste op 15 juni 2007 leiden tot een collectieve arbeidsovereenkomst. Desgevallend kan deze onderhandelingsperiode uitgebreid worden tot uiterlijk 20 juli 2007, na akkoord van alle partijen op ondernemingsvlak en voor zover het ondernemingsoverleg reeds begonnen was voor 15 juni 2007. Indien er dan geen collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten, worden de effectieve bruto-uurlonen van de werklieden verhoogd volgens de modaliteiten bepaald in punt C.

## § 2. Betwistingen

Elke betwisting over de interpretatie van de berekening van het overdraagbaar budget van de enveloppe, wordt onmiddellijk voorgelegd aan het Nationaal paritair comité, volgens de modaliteiten vastgelegd in de in § 1 genoemde bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst.

## C. Suppletieve regeling

Art. 5. Indien voor 15 juni 2007 geen ondernemingsoverleg wordt aangegaan omtrent de enveloppe en indien tegen 15 juni 2007, of in voorkomend geval, tegen 20 juli 2007 het overleg op ondernemingsvlak niet uitmond in een collectieve arbeidsovereenkomst, worden vanaf 30 juni 2007 alle effectieve uurlonen van de werklieden verhoogd met 0,7 pct., evenals de niet in procent uitgedrukte ploegen- en productieprijzen, tenzij hierover op ondernemingsvlak andersluidende conventionele afspraken bestaan.

## HOOFDSTUK III. — Loonvoorwaarden

## A. Loonsverhoging

## Saldoberekening

Art. 6. § 1. Op 1 oktober 2008 worden alle effectieve uurlonen, evenals de niet in procent uitgedrukte ploegen- en productieprijzen (tenzij hierover op ondernemingsvlak andersluidende conventionele afspraken bestaan) verhoogd met 0,4 pct., weliswaar te verhogen of te verminderen met het verschil tussen de som van de reële indexeringen en de verwachte inflatie van 3,9 pct. tijdens 2007 en 2008.

Indien het resultaat van dergelijke vermindering eventueel nul of negatief is, wordt er op 1 oktober 2008 geen loonsverhoging toegepast.

Indien dit saldo 0,4 pct. overschrijdt, wordt vanaf 1 oktober 2008 het saldo dat de 0,4 pct. overschrijdt gebruikt voor een verhoging van de bijdrage aan het sectoraal pensioenfonds, tot maximum 0,2 pct., verhoogd met een coëfficiënt van 1,5.

Het eventuele saldo, na aanwending voor het pensioenfonds, zoals beschreven in voorgaande alinea, zal aangewend worden voor een verhoging van de effectieve uurlonen, evenals de niet in procent uitgedrukte ploegen- en productieprijzen (tenzij hierover op ondernemingsvlak andersluidende conventionele afspraken bestaan) en dit vanaf 1 oktober 2008.

## § 2. Waals initiatief ter bevordering van de tewerkstelling

Op 1 oktober 2008, zal op het saldo bepaald in § 1 van dit artikel, eventueel mits een pro rata toepassing indien het saldo kleiner is dan 0,4 pct., een bijdrage van onbepaalde duur van 0,075 pct. (verhoogd met een coëfficiënt van 4/3e) worden ingehouden bij de ondernemingen gelegen in het Waalse gewest. Deze bijdrage zal slechts worden geïnd op voorwaarde dat er geen bijkomende looneisen gesteld worden in de betrokken bedrijven, ter compensatie van de bedoelde bijdrage.

Deze bijdrage zal worden aangewend om initiatieven te ontwikkelen ter bevordering van de sectorale tewerkstelling in het Waalse Gewest, op basis van principes die werden opgenomen in de notulen van de

constructions métallique, mécanique et électrique du 24 avril 2007. Les modalités concrètes seront fixées en concertation entre les partenaires sociaux wallons du secteur. Une évaluation sera faite au 1<sup>er</sup> octobre 2010.

#### B. Salaires minima

Art. 7. Le 30 juin 2007 et le 1<sup>er</sup> octobre 2008, tous les salaires horaires minima nationaux, provinciaux et régionaux ainsi que les salaires horaires barémiques régionaux et provinciaux seront augmentés de 0,08 EUR (régime de 38 heures par semaine).

#### C. Indemnités des apprentis industriels

Art. 8. Le salaire horaire de base qui est utilisé pour le calcul des indemnités des apprentis industriels est également majoré des augmentations des salaires minima susmentionnés.

#### D. Salaires des travailleurs mineurs

Art. 9. La convention collective de travail du 13 mai 1971, enregistrée sous le numéro 632/CO/111.01 et 111.02 reste valable jusque fin 2007 et fera l'objet d'une concertation paritaire au niveau sectoriel au cours du second semestre de 2007 afin d'aboutir à un nouveau régime sans distinction basée sur l'âge.

#### E. Exceptions aux augmentations salariales et à l'enveloppe

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Les dispositions convenues dans la présente convention collective de travail en matière d'augmentation salariale et d'enveloppe ne s'appliquent pas aux entreprises qui se trouvent dans l'impossibilité d'accorder ces avantages. Les sections paritaires régionales sont chargées de définir les entreprises qui se trouvent entièrement ou en partie dans cette situation. A cet effet, elles doivent tenir compte de faits clairement démontrables ainsi que de la situation de l'entreprise.

Les entreprises en restructuration peuvent utiliser les dispositions en matière d'augmentations salariales et d'enveloppe à d'autres fins par le biais de négociations.

§ 2. Les dispositions inscrites dans la présente convention collective de travail en matière d'augmentation salariale et d'enveloppe ne s'appliquent pas aux entreprises qui sont couvertes par un accord de programmation sociale pour 2007 et 2008.

Les sections paritaires régionales sont compétentes pour régler les éventuels problèmes d'application.

§ 3. Les entreprises ayant déjà conclu à leur niveau une convention collective de travail qui prévoit des augmentations salariales et/ou d'autres avantages et dont la convention collective de travail stipule de façon explicite que ceux-ci sont à imputer sur les dispositions en matière d'augmentation salariale ou que le financement se ferait via une réduction du coût global de l'accord national sont libérées de l'application des dispositions en matière de « d'augmentations salariales » et de « l'enveloppe » à concurrence de la valeur prévue dans la convention collective de travail d'entreprise.

#### F. Modalisation

Art. 11. En cas de restructuration ou de possibilité d'assouplissement de l'organisation du travail, les entreprises pourront promouvoir l'emploi par le biais d'une convention collective de travail, entre autres en appliquant une réduction collective du temps de travail. Pour ce faire, elles pourront bénéficier des primes d'encouragement légales et décrétales existantes ainsi que de la conversion des augmentations salariales et de l'enveloppe prévue au 30 juin 2007.

### CHAPITRE IV. — Régime sectoriel de complément au régime de pension légale

#### Augmentation de la cotisation

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. La cotisation de 1,60 p.c. pour la pension complémentaire, prévue à l'article 14, § 2, alinéa 7, de la convention collective de travail contenant les statuts du « Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques » du 24 avril 2006, est portée à 1,70 p.c. à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 pour une durée indéterminée.

Cette cotisation supplémentaire de 0,10 p.c. servira à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 à financer le volet pension de la pension complémentaire sectorielle.

Le cas échéant, cette cotisation sera augmentée à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008, en exécution de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> alinéa, de cette convention collective de travail.

Le montant de cette cotisation ainsi que les autres modalités seront repris dans une convention collective de travail à conclure avant le 31 octobre 2008.

§ 2. Obligation équivalente pour les entreprises qui ont obtenu une dispense par le fonds de sécurité d'existence du paiement de la cotisation, destinée à la pension complémentaire.

vergadering van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw van 24 april 2007. De concrete modaliteiten zullen bepaald worden op basis van overleg tussen de Waalse Sociale partners van de sector. Een evaluatie zal worden behouden op 1 oktober 2010.

#### B. Minimumlonen

Art. 7. Op 30 juni 2007 en 1 oktober 2008 worden alle nationale, provinciale en regionale minimumuurlonen alsook de regionale en provinciale baremieke uurlonen verhoogd met 0,08 EUR (regime 38 uren per week).

#### C. Vergoedingen industriële leerlingen

Art. 8. Het basisuurloon dat dient voor de berekening van de vergoedingen van industriële leerlingen wordt eveneens verhoogd met de bovengenoemde verhogingen van de minimumlonen.

#### D. Lonen van minderjarige werknemers

Art. 9. De collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 1971, geregistreerd onder het nummer 632/CO/111.01 en 111.02, blijft geldig tot einde 2007 en zal in de loop van het tweede semester van 2007 voorwerp uitmaken van een paritair overleg op sectorvlak teneinde te komen tot een nieuwe regeling zonder een onderscheid op basis van leeftijd.

#### E. Uitzonderingen op de loonsverhogingen en de enveloppe

Art. 10. § 1. De in deze collectieve arbeidsovereenkomst overeengekomen bepalingen inzake loonsverhoging en enveloppe zijn niet van toepassing op de ondernemingen die zich in de onmogelijkheid bevinden deze voordelen toe te kennen. De Gewestelijke Paritaire Secties zijn belast met de bepaling van de ondernemingen die zich volledig of gedeeltelijk in deze toestand bevinden. Zij dienen daarbij rekening te houden met duidelijk aanwijsbare feiten en de toestand van de onderneming.

Ondernemingen in herstructurering kunnen via onderhandelingen de bepalingen inzake loonsverhogingen en enveloppe anders aanwenden.

§ 2. De in deze collectieve arbeidsovereenkomst overeengekomen bepalingen inzake loonsverhoging en enveloppe zijn evenmin van toepassing op ondernemingen die gedekt zijn door een sociaal programma-akkoord voor de jaren 2007 en 2008.

De Gewestelijke Paritaire Secties zijn bevoegd om de eventuele toepassingsmoeilijkheden te regelen.

§ 3. De ondernemingen die op hun niveau reeds een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten hebben die voorziet in loonsverhogingen en/of andere voordelen en waarvoor in de collectieve arbeidsovereenkomst uitdrukkelijk overeengekomen werd dat deze geïmputeerd zouden worden op de bepalingen inzake loonsverhogingen of dat de financiering ervan zou gebeuren via een vermindering van de totale kost van het nationaal akkoord, worden vrijgesteld van de toepassing van de bepalingen inzake « loonsverhogingen » en « enveloppe » equivalent aan de waarde voorzien in de ondernemingsovereenkomst.

#### F. Modalisering

Art. 11. De ondernemingen kunnen in het geval van herstructurering of indien de arbeidsorganisatie kan versoepeld worden, via een collectieve arbeidsovereenkomst de tewerkstelling bevorderen door onder meer collectieve arbeidsduurvermindering toe te passen. Ze kunnen hiervoor gebruik maken van de bestaande wettelijke en decretale aanmoedigingspremies en de opzetting van de loonsverhogingen en de enveloppe voorzien op 30 juni 2007.

### HOOFDSTUK IV. — Sectoraal stelsel ter aanvulling van de wettelijke pensioenregeling

#### Verhoging van de bijdrage

Art. 12. § 1. De bijdrage van 1,60 pct. voor het extralegaal pensioen, voorzien in artikel 14, § 2, 7de alinea van de collectieve arbeidsovereenkomst houdende de statuten van het « Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid » van 24 april 2006, wordt vanaf 1 januari 2008 voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,70 pct.

Deze bijkomende bijdrage van 0,10 pct. zal vanaf 1 januari 2008 aangewend worden voor de financiering van het pensioenluik van het sectoraal aanvullend pensioen.

Deze bijdrage wordt in voorkomend geval verhoogd vanaf 1 oktober 2008, in uitvoering van artikel 6, § 1, 3de alinea van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Het bedrag van de bijdrage alsmede de verdere modaliteiten zullen worden opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten voor 31 oktober 2008.

§ 2. Gelijkwaardige verplichting voor de ondernemingen die door het fonds voor bestaanszekerheid werden vrijgesteld van de betaling van de bijdrage bestemd voor het aanvullend pensioen.



Au 1<sup>er</sup> janvier 2008 et moyennant une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise, les entreprises qui ont obtenu une dispense pour le paiement de cette cotisation destinée à la pension complémentaire, conformément à l'article 14, § 2, 9<sup>e</sup> alinéa, de la convention collective de travail contenant les statuts du « Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques » du 24 avril 2006, sont tenues de continuer à étendre, pour une durée indéterminée, le financement des régimes de pension extralégale existant à leur niveau au moyen d'un montant équivalent à cette cotisation supplémentaire de 0,10 p.c..

La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement de pension doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2008.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2008 et moyennant une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise, les entreprises qui ont obtenu une dispense pour le paiement de cette cotisation destinée à la pension complémentaire, conformément à l'article 14, § 2, 9<sup>e</sup> alinéa, de la convention collective de travail contenant les statuts du « Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques » du 24 avril 2006, sont tenues de continuer à étendre, pour une durée indéterminée, le financement des régimes de pension extralégale existant à leur niveau au moyen d'un montant équivalent à la cotisation supplémentaire éventuelle, visée aux alinéas 3 et 4 du paragraphe précédent.

La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement de pension doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 15 novembre 2008.

#### CHAPITRE V. — *Fonds de sécurité d'existence*

Art. 13. § 1<sup>er</sup>. Prorogation et/ou modification des dispositions existantes à durée déterminée.

Les dispositions suivantes de la convention collective de travail du 24 avril 2006 concernant les statuts du « Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques » sont prorogées et/ou modifiées :

Article 14, § 2, 15<sup>e</sup> alinéa :

La cotisation à durée déterminée de 0,03 p.c. pour le financement de l'intervention anticipée dans la charge de prépension à partir de 57 ans pour les ouvriers dont la prépension prend cours dans la période du 1<sup>er</sup> janvier 1987 au 30 juin 2009, est prorogée jusqu'au 31 décembre 2008.

Article 14, § 2, alinéas 17-19 :

La cotisation forfaitaire unique due par l'employeur est prorogée de façon inchangée jusqu'au 31 décembre 2008.

Article 14, § 2, 22<sup>e</sup> alinéa :

La cotisation temporaire de 0,05 p.c. pour financer l'intervention dans la cotisation capacitative due par les employeurs à l'Office national des pensions et à l'Office national de Sécurité sociale, pour les travailleurs dont la prépension prend cours dans la période du 1<sup>er</sup> janvier 1991 au 30 juin 2009, est prorogée de façon inchangée jusqu'au 31 décembre 2008.

Article 14, § 3, 1<sup>er</sup> alinéa :

La cotisation de 0,60 p.c. pour l'allocation spéciale compensatoire annuelle est prorogée de façon inchangée jusqu'au 31 décembre 2008.

Article 14, § 3, 3<sup>e</sup> alinéa :

La cotisation supplémentaire de 0,10 p.c. pour l'allocation spéciale compensatoire annuelle est prorogée de façon inchangée jusqu'au 31 décembre 2008.

Article 14, § 5, 3<sup>e</sup> alinéa :

La cotisation supplémentaire de 0,10 p.c. pour favoriser les initiatives pour la formation et l'emploi des groupes à risque parmi les demandeurs d'emploi est prorogée de façon inchangée jusqu'au 31 décembre 2008.

Article 19bis, 2<sup>e</sup> alinéa, 2<sup>e</sup> tiret :

La prise en compte du contrat de premier emploi de 3 mois minimum pour l'octroi du chômage complet est prorogée de façon inchangée jusqu'au 31 décembre 2008.

Article 19bis, § 5 :

L'indemnité majorée de 77 EUR/mois, prévue à l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> alinéa, de la même convention pour les ouvriers à partir de 57 ans qui deviennent chômeurs complets sans être mis en prépension est prorogée jusqu'au 31 décembre 2008.

De ondernemingen die overeenkomstig het artikel 14, § 2, 9e alinea, van de collectieve arbeidsovereenkomst houdend de statuten van het « Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid » van 24 april 2006, een vrijstelling gekregen hebben van de betaling van de bijdrage bestemd voor het aanvullend pensioen, moeten vanaf 1 januari 2008, mits een collectieve arbeidsovereenkomst op ondernemingsvlak, voor onbepaalde duur de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen verder uitbreiden met een bedrag equivalent aan deze bijkomende bijdrage van 0,10 pct.

De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het pensioenreglement dienen voor 15 februari 2008 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

De ondernemingen die overeenkomstig het artikel 14, § 2, 9e alinea, van de collectieve arbeidsovereenkomst houdend de statuten van het « Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid » van 24 april 2006, een vrijstelling gekregen hebben van de betaling van de bijdrage bestemd voor het aanvullend pensioen, moeten daarenboven vanaf 1 oktober 2008, mits een collectieve arbeidsovereenkomst op ondernemingsvlak, voor onbepaalde duur de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen verder uitbreiden met een bedrag equivalent aan de mogelijke bijkomende bijdrage bedoeld in alinea's 3 en 4 van de vorige paragraaf.

De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het pensioenreglement dienen in dat geval voor 15 november 2008 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

#### HOOFDSTUK V. — *Fonds voor bestaanszekerheid*

Art. 13. § 1. Verlenging en/of wijziging van de bestaande bepalingen van bepaalde duur :

Volgende bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 april 2006 houdende de statuten van het « Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid » worden verlengd en/of gewijzigd :

Artikel 14, § 2, 15e alinea :

De bijdrage van 0,03 pct. van bepaalde duur ter financiering van de gevraagde tegemoetkoming in de last van het brugpensioen vanaf 57 jaar voor de werklieden waarvan het brugpensioen ingaat tijdens de periode van 1 januari 1987 tot 30 juni 2009, wordt verlengd tot 31 december 2008.

Artikel 14, § 2, 17e - 19e alinea :

De éénmalige forfaitaire bijdrage verschuldigd door de werkgever wordt ongewijzigd verlengd tot 31 december 2008.

Artikel 14, § 2, 22e alinea :

De tijdelijke bijdrage van 0,05 pct. ter financiering van de tegemoetkoming in de door werkgevers verschuldigde capacitative bijdrage aan de Rijksdienst voor pensioenen en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, voor de werknemers waarvan het brugpensioen, ingaat tijdens de periode van 1 januari 1991 tot 30 juni 2009, wordt ongewijzigd verlengd tot 31 december 2008.

Artikel 14, § 3, 1e alinea :

De bijdrage van 0,60 pct. voor de bijzondere jaarlijkse compensatietoelag wordt ongewijzigd verlengd tot 31 december 2008.

Artikel 14, § 3, 3e alinea :

De bijkomende bijdrage van 0,10 pct. voor de bijzondere jaarlijkse compensatietoelag wordt ongewijzigd verlengd tot 31 december 2008.

Artikel 14, § 5, 3e alinea :

De bijkomende bijdrage van 0,10 pct. ter bevordering van initiatieven voor de opleiding en tewerkstelling van de risicogroepen wordt ongewijzigd verlengd tot 31 december 2008.

Artikel 19bis, 2e alinea, 2e streepje :

Het in aanmerking nemen van de startbaanovereenkomst van minstens 3 maanden voor de toekenning van de volledige werkloosheid, wordt ongewijzigd verlengd tot 31 december 2008.

Artikel 19bis, § 5 :

De verhoogde vergoeding van 77 EUR/maand, voorzien in artikel 20bis, § 1, 3e alinea van dezelfde overeenkomst, voor werklieden vanaf 57 jaar, die zonder op brugpensioen gesteld te worden volledig werkloos worden, wordt verlengd tot en met 31 december 2008.

## Article 19bis, § 6 :

L'indemnité majorée de 77 EUR/mois, prévue à l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> alinéa, de la même convention pour les ouvriers à partir de 50 ans qui sont licenciés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et le 31 décembre 2008 sans être mis en prépension, est prorogée jusqu'au 31 décembre 2008.

A l'article 20, § 1<sup>er</sup> de la même convention, l'alinéa 2 suivant est ajouté :

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 cette indemnité complémentaire en cas de chômage complet est portée à 5,20 EUR pour une allocation complète et à 2,60 EUR pour une demi-allocation, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être. »

A l'article 20, § 2, de la même convention, l'alinéa 3 suivant est ajouté :

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 cette indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire est portée à 9,40 EUR pour une allocation complète et à 4,70 EUR pour une demi-allocation, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être. »

A l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, de la même convention, l'alinéa 5 suivant est ajouté :

« Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 77 EUR est porté à 80 EUR à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être. »

A l'article 20bis, § 2, de la même convention, l'alinéa 5 suivant est ajouté :

« Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 38,50 EUR est porté à 40 EUR à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être. »

Article 22, § 1<sup>er</sup> et § 2 :

L'indemnité complémentaire pour malades âgés, telle que fixée à l'article 20bis, § 1<sup>er</sup> et § 2, de la même convention, dans un emploi à temps plein et à temps partiel, est prorogée jusqu'au 31 décembre 2008.

§ 2. Plafonnement de la prise en charge par le fonds de sécurité d'existence des cotisations spéciales de l'employeur sur la prépension conventionnelle :

A l'article 19septies, les alinéas suivants sont ajoutés :

« Pour les prépensions ayant pris cours avant le 1<sup>er</sup> juillet 2007, le fonds de sécurité d'existence prend en charge les cotisations patronales spéciales sur la prépension conventionnelle à concurrence de maximum le montant de la cotisation patronale spéciale forfaitaire qui est due sur ces prépensions avant le 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Pour les prépensions prenant cours après le 30 juin 2007, l'intervention du fonds de sécurité d'existence dans les cotisations patronales spéciales sur la prépension conventionnelle est limitée au total à maximum 75 EUR par mois. »

Le « Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques » est chargé de concrétiser cette disposition.

## § 3. Instauration du droit au congé seniors

Un article 19decies comme suit est introduit :

« Art. 19decies. § 1<sup>er</sup>. Les ouvrières et ouvriers visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, et à l'article 5bis, § 6, occupés à temps plein ou à temps partiel, ont droit à partir de 2007 à l'indemnité fixée à l'article 20, § 2, pour autant qu'en tant qu'ouvriers de 50 ans ou plus, ils bénéficient d'un pécule de vacances complémentaire, après une période d'inactivité qui est en tout ou partie prise en charge par l'Office national de l'Emploi.

Le nombre d'indemnités est égal au nombre d'indemnités octroyées par l'Office national de l'Emploi.

§ 2. Si les ouvrières et ouvriers, visés à l'article 5bis, § 6, et les travailleurs frontaliers d'entreprises établies en Belgique ne remplissent pas la condition mentionnée à l'article 19decies, § 1<sup>er</sup>, une indemnité forfaitaire équivalente est alors octroyée selon les modalités et les conditions fixées par le collège des présidents. »

§ 4. Intervention du fonds de sécurité d'existence dans les prépensions à 56 ans avec 40 ans de carrière professionnelle.

A l'article 19ter, un § 7 est ajouté :

« Par dérogation aux §§ 2 et 3, les ouvriers dont la prépension prend effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 ont droit à l'indemnité prévue à l'article 20bis à partir de 56 ans. Ce droit n'est octroyé que si les travailleurs ont 56 ans au moment où la prépension prend cours et ont au moins 40 ans de carrière professionnelle. »

## Artikel 19bis, § 6 :

De verhoogde vergoeding van 77 EUR/maand voorzien in artikel 20bis, § 1, 3de alinea van dezelfde overeenkomst, voor werklieden vanaf 50 jaar die tussen 1 januari 1997 en 31 december 2008 ontslagen worden zonder op brugpensioen gesteld te zijn, wordt verlengd tot 31 december 2008.

In artikel 20, § 1 van dezelfde overeenkomst wordt volgende 2e alinea toegevoegd :

« Vanaf 1 januari 2008 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart de aanvullende vergoeding bij volledige werkloosheid gebracht op 5,20 EUR voor een hele uitkering en 2,60 EUR voor een halve uitkering. »

In artikel 20, § 2 van dezelfde overeenkomst wordt volgende 3e alinea toegevoegd :

« Vanaf 1 januari 2008 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart de aanvullende vergoeding voor tijdelijke werkloosheid gebracht op 9,40 EUR voor een hele uitkering en 4,70 EUR voor een halve uitkering. »

In artikel 20bis, § 1 van dezelfde overeenkomst wordt volgende 5e alinea toegevoegd :

« Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart het bedrag van 77 EUR gebracht op 80 EUR vanaf 1 januari 2008. »

In artikel 20bis, § 2 van dezelfde overeenkomst wordt volgende 5e alinea toegevoegd :

« Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart het bedrag van 38,50 EUR gebracht op 40 EUR vanaf 1 januari 2008. »

## Artikel 22, § 1 en § 2 :

De aanvullende vergoeding voor oudere zieken, zoals bepaald in artikel 20bis, § 1 en § 2, van dezelfde overeenkomst, in voltijdse en deeltijdse betrekking, wordt verlengd tot 31 december 2008.

§ 2. Plafonnering van de tenlasteneming door het fonds voor bestaanszekerheid van de bijzondere werkgeversbijdragen op het conventioneel brugpensioen :

Aan artikel 19septies worden volgende alinea's toegevoegd :

« Het fonds voor bestaanszekerheid neemt voor brugpensioenen die ingegaan zijn vóór 1 juli 2007 de bijzondere werkgeversbijdragen op het conventioneel brugpensioen ten laste tot maximum het bedrag van de forfaitaire bijzondere werkgeversbijdrage die vóór 1 juli 2007 op deze brugpensioenen verschuldigd zijn.

Voor brugpensioenen die ingegaan zijn na 30 juni 2007 wordt de tussenkomst van het fonds voor bestaanszekerheid in de bijzondere werkgeversbijdragen op het conventioneel brugpensioen beperkt tot in het totaal maximum 75 EUR per maand. »

Het « Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid » wordt belast met de verdere uitwerking van deze bepaling.

## § 3. Invoering van het recht op seniorenvakantie

Er wordt een artikel 19decies ingevoerd dat als volgt luidt :

« Art. 19decies. § 1. De in artikel 5, § 1 en artikel 5bis, § 6 bedoelde werklieden en werksters, tewerkgesteld in een voltijdse of deeltijdse dienstbetrekking hebben vanaf 2007 recht op de vergoeding vastgesteld in artikel 20, § 2, voor zover ze als arbeider van 50 jaar of meer van een aanvullend vakantiegeld genieten na een periode van inactiviteit dat geheel of ten dele door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ten laste wordt genomen.

Het aantal uitkeringen is gelijk aan het aantal uitkeringen dat door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening wordt toegekend.

§ 2. Indien, werklieden en werksters, bedoeld in artikel 5bis, § 6, en de grensarbeiders van in België gevestigde ondernemingen, niet voldoen aan de voorwaarde vermeld in artikel 19decies, § 1, dan wordt een gelijkwaardige forfaitaire vergoeding toegekend volgens de modaliteiten en de voorwaarden vastgesteld door het college van de voorzitters. »

§ 4. Tussenkomst van het fonds voor bestaanszekerheid in de brugpensioenen op 56 jaar met 40 jaar beroepsloopbaan

Aan artikel 19ter wordt een § 7 toegevoegd :

« In afwijking van de §§ 2 en 3, hebben de werklieden waarvan het brugpensioen ingaat vanaf 1 januari 2008 vanaf hun zesenvijftigste verjaardag recht op de vergoeding voorzien in artikel 20bis. Dit recht wordt enkel verkregen indien de werklieden 56 jaar zijn op het moment waarop het brugpensioen ingaat en zij minstens 40 jaar beroepsloopbaan tellen. »

A l'article 19septies, un deuxième alinéa est ajouté :

« Cette prise en charge par le fonds de sécurité d'existence vaut également pour les cotisations patronales spéciales sur les prépensions à partir de 56 ans pour lesquelles, conformément à l'article 19ter, § 7, une indemnité du fonds de sécurité d'existence est prévue. »

§ 5. Poursuite du paiement de l'indemnité complémentaire en cas de reprise du travail.

A l'article 19ter, un § 8 comme suit est ajouté :

« Le fonds de sécurité d'existence continue à payer l'indemnité prévue à l'article 20bis aux ouvriers prépensionnés qui reprennent le travail en tant que salarié ou indépendant.

L'employeur qui reprend au travail un prépensionné en tant que salarié ou indépendant doit immédiatement en avvertir le fonds selon les modalités fixées par ce dernier.

En cas de reprise de travail chez l'employeur qui a licencié ou chez un employeur qui appartient à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui a licencié, le paiement de l'indemnité susmentionnée est arrêté. L'employeur qui remet au travail un tel prépensionné en avvertit immédiatement le fonds de sécurité d'existence. S'il ne le fait pas, toutes les charges sociales et fiscales dues sur l'indemnité visée à l'article 20bis qui sont payées au travailleur concerné sont à charge de l'employeur qui remet au travail un prépensionné. »

## CHAPITRE VI. — Sécurité d'emploi

### Prolongation clause de sécurité d'emploi

Art. 14. Les dispositions relatives à la clause de sécurité d'emploi reprises au chapitre VIII, 8.1. de la convention collective de travail du 30 mai 2005 portant l'accord national 2005-2006 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2008 inclus. Ces dispositions comprennent :

#### § 1<sup>er</sup>. Principe

Pendant la durée du présent accord, aucune entreprise ne pourra procéder à un licenciement multiple tant que toutes les autres mesures préservant l'emploi - y compris le chômage temporaire - n'auront pas été épuisées et que la possibilité d'une formation professionnelle pour les ouvriers concernés n'aura pas été examinée.

#### § 2. Procédure

Toutefois, au cas où des circonstances économiques et/ou financières imprévisibles et imprévues rendraient par exemple le chômage temporaire ou d'autres mesures équivalentes intenable du point de vue économique et social, la procédure de concertation sectorielle suivante sera appliquée :

1. Lorsque l'employeur a l'intention de licencier plusieurs ouvriers et que ce licenciement peut être considéré comme un licenciement multiple, il doit en informer préalablement le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale.

Lorsque l'entreprise ne compte ni conseil d'entreprise ni délégation syndicale, l'employeur doit avvertir préalablement et individuellement les ouvriers concernés ainsi que le président de la commission paritaire nationale par écrit.

2. Les parties doivent entamer, au niveau de l'entreprise, les discussions sur les mesures à prendre en la matière dans les quinze jours calendrier qui suivent la communication aux représentants des ouvriers.

Si cette concertation ne débouche pas sur une solution, il sera fait appel au bureau de conciliation dans les huit jours calendrier qui suivent la constatation de l'absence d'accord au niveau de l'entreprise et ce, à l'initiative de la partie la plus diligente.

3. En l'absence de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale dans l'entreprise, cette même procédure de concertation peut être introduite dans les quinze jours calendrier suivant la communication aux ouvriers et au président de la commission paritaire, à l'initiative des organisations syndicales représentant les ouvriers.

#### § 3. Sanction

En cas de non-respect de la procédure prévue au § 2, l'employeur en défaut est tenu de payer une indemnité de préavis supplémentaire à l'ouvrier concerné en sus du délai de préavis normal. Cette indemnité est égale au salaire dû pour le délai de préavis précité.

En cas de litige, il sera fait appel au bureau de conciliation de la commission paritaire nationale à la demande de la partie la plus diligente.

In artikel 19septies wordt volgende tweede alinea toegevoegd :

« Deze tenlasteneming door het fonds van bestaanszekerheid geldt eveneens voor de bijzondere werkgeversbijdragen op de brugpensioenen vanaf 56 jaar waarvoor, conform artikel 19ter, § 7, een vergoeding voorzien is van het fonds voor bestaanszekerheid. »

§ 5. Doorbetaling aanvullende vergoeding bij wedertewerking

In artikel 19ter wordt een § 8 toegevoegd, die luidt als volgt :

« Het fonds voor bestaanszekerheid blijft de vergoeding voorzien in artikel 20bis doorbetalen aan de bruggepensioneerde werklieden in geval van werkhervatting als werknemer of zelfstandige.

De werkgever die een bruggepensioneerde als werknemer of zelfstandige het werk laat hervatten, dient het fonds hiervan onverwijld op de hoogte te brengen, volgens de modaliteiten vastgelegd door het fonds.

In geval van werkhervatting als werknemer of zelfstandige bij de werkgever die ontslagen heeft of bij een werkgever die tot dezelfde technische eenheid behoort als de werkgever die ontslagen heeft, wordt de betaling van de bovengenoemde vergoeding stopgezet. De werkgever die een dergelijke bruggepensioneerde hertewerkt dient het fonds voor bestaanszekerheid hiervan onmiddellijk op de hoogte te brengen. Doet hij dat niet dan zijn alle sociale en fiscale lasten op de uitkering bedoeld in artikel 20bis die aan de betrokken werknemer werden uitgekeerd ten laste van de werkgever die de bruggepensioneerde opnieuw tewerktelt. »

## HOOFDSTUK VI. — Werkzekerheid

### Verlenging werkzekerheidsclausule

Art. 14. De bepalingen inzake de werkzekerheidsclausule zoals opgenomen in hoofdstuk VIII, 8.1. van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2005 houdende het nationaal akkoord 2005-2006 worden verlengd tot en met 31 december 2008. Deze bepalingen omvatten :

#### § 1. Principe

Voor de duur van dit akkoord zal in geen enkele onderneming overgegaan worden tot meervoudig ontslag vooraleer andere tewerkstellingsbehoudende maatregelen - met inbegrip van tijdelijke werkloosheid - uitgeput zijn en vooraleer de mogelijkheid tot beroepsopleiding voor de getroffen werklieden werd onderzocht.

#### § 2. Procedure

Wanneer zich echter onvoorziene en onvoorziebare economische en/of financiële omstandigheden zouden voordoen waardoor bijvoorbeeld tijdelijke werkloosheid of andere equivalente maatregelen sociaal-economisch onhoudbaar worden, zal de volgende sectorale overlegprocedure worden nageleefd :

1. Wanneer de werkgever voornemens is over te gaan tot ontslag van meerdere werklieden, dat als meervoudig ontslag kan worden beschouwd, licht hij voorafgaandelijk de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, de syndicale delegatie in.

In geval er geen ondernemingsraad of syndicale delegatie bestaat, licht hij voorafgaandelijk, schriftelijk en tegelijkertijd zowel de betrokken werklieden individueel in alsook de voorzitter van het nationaal paritair comité.

2. Binnen de vijftien kalenderdagen na de informatie aan de werkliedenvertegenwoordigers dienen partijen op ondernemingsvlak de besprekingen te starten over de maatregelen die ter zake kunnen worden genomen.

Indien dit overleg niet tot een oplossing leidt, dan wordt binnen de acht kalenderdagen na het vaststellen van een niet-akkoord op ondernemingsvlak, beroep gedaan op het verzoeningsbureau op initiatief van de meest gereede partij.

3. In geval er geen ondernemingsraad of syndicale delegatie bestaat in de onderneming, kan, binnen de veertien dagen kalenderdagen na de informatie aan de werklieden en aan de voorzitter van het paritair comité, dezelfde overlegprocedure worden ingeleid op initiatief van de vakbondsorganisaties die de werklieden vertegenwoordigen.

#### § 3. Sanctie

Bij niet-naleving van de procedure bepaald in § 2, dient de in gebreke zijnde werkgever, naast de normale opzeggingstermijn, aan de betrokken arbeider een bijkomende opzeggingsvergoeding te betalen die gelijk is aan het loon verschuldigd voor de genoemde opzeggingstermijn.

In geval van betwisting wordt beroep gedaan op het verzoeningsbureau van het nationaal paritair comité op vraag van de meest gereede partij.



L'absence d'un employeur à la réunion du bureau de conciliation prévue par la présente procédure est considérée comme un non-respect de la procédure susmentionnée. L'employeur peut pour cela se faire représenter par un représentant compétent appartenant à son entreprise.

La sanction s'applique également à l'employeur qui ne respecte pas l'avis unanime du bureau de conciliation.

#### § 4. Définition

Dans le présent article, il est entendu par « licenciement multiple » : tout licenciement, excepté le licenciement pour faute grave, affectant au cours d'une période de soixante jours calendrier un nombre d'ouvriers atteignant 10 p.c. au moins de la moyenne de l'effectif ouvrier au cours de l'année calendrier précédant le licenciement, avec un minimum de trois ouvriers pour les entreprises comptant moins de trente ouvriers. Les licenciements suite à une fermeture tombent également sous l'application de la présente définition.

### CHAPITRE VII. — Formation

#### A. Cotisation groupes à risque

Art. 15. La cotisation pour les groupes à risque est fixée à 0,10 p.c. pour la durée du présent accord.

#### B. Formation permanente

Art. 16. Les parties signataires reconnaissent la nécessité de formation permanente comme moyen d'augmenter les compétences des ouvriers et donc de l'entreprise.

L'engagement annuel en matière d'efforts de formation à consacrer à la formation professionnelle à raison de 0,9 p.c. des heures prestées par la totalité des ouvriers, comme prévu par l'accord national 2005-2006 est majoré de 0,15 p.c. en 2007 et de 0,15 p.c. en 2008.

On entend par « formation professionnelle » : la formation qui améliore la qualification de l'ouvrier tout en répondant aux besoins de l'entreprise, y compris la formation sur le tas. Cette formation professionnelle doit avoir lieu pendant les heures de travail. De plus, il est recommandé que la formation s'applique, dans toute la mesure du possible, à toutes les catégories d'ouvriers.

Les efforts existant déjà au niveau de l'entreprise en matière de formation professionnelle pour ouvriers peuvent être pris en considération pour le calcul des taux de 1,05 p.c. en 2007 et de 1,2 p.c. en 2008 susmentionnés.

Chaque année, cet engagement sera soumis à une évaluation et les perspectives seront examinées au niveau de l'entreprise par le conseil d'entreprise ou, à défaut, par la délégation syndicale. Cette évaluation et cet examen auront lieu à l'occasion de l'information annuelle, telle que visée par la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972, coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise conclus au sein du Conseil national du travail.

Dans le courant du deuxième trimestre de 2008, une enquête coordonnée au niveau national sera une nouvelle fois organisée sous les mêmes conditions. Les entreprises ne répondant pas à l'enquête ne pourront pas faire appel aux interventions financières des instances paritaires de formation du secteur, selon les modalités fixées par le conseil d'administration de ces instances.

#### C. Plans de formation

Art. 17. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 toutes les entreprises ayant un conseil d'entreprise ou à défaut un Comité pour la Prévention et la Protection au Travail devront élaborer un plan de formation global et le présenter pour avis au conseil d'entreprise. Dans les entreprises sans conseil d'entreprise, mais avec un comité pour la prévention et la protection au travail ce plan de formation devra uniquement être présenté pour avis à la délégation syndicale.

Le plan devra être définitivement élaboré pour le 31 mars de chaque année. Si l'année comptable ne correspond pas à l'année calendrier, ce plan devra être élaboré dans les 3 mois qui suivent la fin de l'année comptable.

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2008 cette méthode sera évaluée une première fois au plan sectoriel. Une seconde évaluation aura lieu au 4<sup>e</sup> trimestre 2010. Il sera alors décidé paritairement de maintenir ou non la méthode, ou de la modifier.

Par « plan de formation » on entend : d'une part, l'aperçu global des besoins de formation dans l'entreprise et, d'autre part, la façon dont on compte y répondre.

De afwezigheid van een werkgever op de in deze procedure voorziene bijeenkomst van het verzoeningsbureau wordt beschouwd als een niet-naleving van de bovenstaande procedure. De werkgever kan zich hiervoor laten vertegenwoordigen door een bevoegde afgevaardigde behorende tot zijn onderneming.

De sanctie is eveneens van toepassing op de werkgever die een unaniem advies van het verzoeningsbureau niet toepast.

#### § 4. Definitie

In dit artikel wordt onder « meervoudig ontslag » verstaan : elk ontslag, met uitzondering van ontslag om dringende redenen, dat in de loop van een periode van zestig kalenderdagen een aantal werklieden treft dat tenminste 10 pct. bedraagt van het gemiddeld werkliedenbestand van het kalenderjaar dat het ontslag voorafgaat, met een minimum van drie werklieden voor ondernemingen van minder dan dertig werklieden. Ook ontslagen ingevolge een sluiting vallen onder toepassing van deze definitie.

### HOOFDSTUK VII. — Opleiding

#### A. Bijdrage risicogroepen

Art. 15. De bijdrage risicogroepen wordt voor de duurtijd van onderhavig akkoord bepaald op 0,10 pct.

#### B. Engagement opleidingsinspanningen

Art. 16. De ondertekenende partijen onderschrijven de noodzaak van permanente vorming als middel tot verhoging van de competentie van de werklieden, en bijgevolg van de ondernemingen.

Het jaarlijks engagement inzake opleidingsinspanningen ten belope van 0,9 pct. in tijd te besteden aan beroepsopleiding ten opzichte van het geheel van de door de totaliteit van de werklieden gepresteerde uren zoals voorzien in het nationaal akkoord 2005-2006, wordt verhoogd met 0,15 pct. in 2007 en met 0,15 pct. in 2008.

Onder « beroepsopleiding » wordt verstaan : vorming die de kwalificatie van de arbeider bevordert en beantwoordt aan de noden van de onderneming, inclusief on-the-job-training. Deze beroepsopleiding dient tijdens de werkuren te gebeuren. Daarbij wordt aanbevolen dat de vorming zo maximaal mogelijk op alle categorieën van werklieden zou slaan.

De op ondernemingsvlak reeds bestaande inspanningen inzake beroepsopleiding voor werklieden kunnen in aanmerking genomen worden voor de berekening van de bovengenoemde 1,05 pct. in 2007 en 1,2 pct. in 2008.

Dit engagement zal jaarlijks op ondernemingsvlak geëvalueerd worden door de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, door de syndicale delegatie. Tegelijkertijd zullen eveneens de vooruitzichten inzake beroepsopleiding besproken worden. Deze evaluatie en bespreking gebeurt ter gelegenheid van de jaarlijkse inlichtingen, zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972, houdende ordening van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de ondernemingsraden.

In de loop van het tweede kwartaal van 2008 zal onder dezelfde voorwaarden opnieuw een nationaal gecoördineerde enquête georganiseerd worden. Ondernemingen die niet antwoorden op deze enquête kunnen geen beroep doen op de financiële tussenkomsten van de paritaire opleidingsinstanties van de sector, volgens de modaliteiten vastgelegd door de Raad van Bestuur van de paritaire opleidingsinstanties.

#### C. Opleidingsplannen

Vanaf 1 januari 2008 zijn alle ondernemingen die een Ondernemingsraad hebben opgericht of, bij ontstentenis, een Comité Bescherming en Preventie op het Werk, er toe gehouden om een globaal opleidingsplan op te stellen, dat voor advies voorgelegd zal worden aan de ondernemingsraad. In ondernemingen zonder ondernemingsraad maar enkel met een comité bescherming en preventie op het werk wordt dit opleidingsplan voor advies voorgelegd aan de syndicale delegatie.

Tegen 31 maart van elk jaar moet het plan definitief zijn opgemaakt. Indien het boekhoudkundig jaar niet samenvalt met het kalenderjaar, gebeurt dit binnen de 3 maanden na het einde van het boekhoudkundig jaar.

In het 4e kwartaal van 2008 wordt deze methode voor eerst geëvalueerd op sectoraal vlak. Deze evaluatie wordt herhaald in het 4e kwartaal van 2010. Alsdan wordt paritair beslist de methode te handhaven, dan wel terug te schroeven.

Onder « opleidingsplan » wordt verstaan : een globaal overzicht van enerzijds de opleidingsbehoeften in de onderneming en anderzijds de wijze waarop er zal aan tegemoet gekomen worden.

Lors de l'élaboration du plan de formation, les besoins de formation seront examinés dans tous les départements et pour tous les groupes de personnel.

Chaque année il sera fait rapport au conseil d'entreprise, ou à défaut, à la délégation syndicale sur le contenu du plan de formation.

Les parties signataires peuvent déterminer avant fin 2007 les modalités plus précises.

#### D. CV formation

Art. 18. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, chaque entreprise tient un « CV formation » pour chaque ouvrier dans l'intérêt de la formation permanente et de l'expérience professionnelle acquise pour la suite de la carrière.

Ce CV formation est un inventaire des fonctions exercées et des formations suivies par l'ouvrier durant sa carrière dans l'entreprise (y compris les formations informelles, les formations sur le tas, élargissement de l'éventail des tâches, etc.) et les formations suivies à l'initiative du travailleur.

Cet inventaire est validé par l'employeur et le travailleur dans un document conjoint dont le travailleur reçoit un exemplaire lorsqu'il quitte l'entreprise. Un modèle sectoriel supplétif et simple sera établi dans une convention collective de travail pour le 31 décembre 2007.

#### E. Formations en dehors des heures de travail

Art. 19. En tenant compte des dispositions existantes, les parties signataires recommandent que les fonds de formation nationaux et provinciaux offrent des initiatives en dehors des heures de travail normales, comme des formations à distance et des systèmes de primes, et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

### CHAPITRE VIII. — Temps de travail et flexibilité

Art. 20. Les parties demandent de proroger l'arrêté royal « Petite flexibilité » du 6 février 2006 jusqu'au 30 juin 2009.

Art. 21. L'article 6, § 3, de l'accord national 1995-1996 du 16 septembre 1995, qui prévoit la possibilité de ne pas accorder de repos compensatoire à concurrence du nombre maximum d'heures supplémentaires fixé par la loi, à condition qu'une convention collective de travail soit conclue au niveau de l'entreprise, est prolongé jusqu'au 30 juin 2009.

Art. 22. Le modèle sectoriel de temps annuel, tel qu'instauré par l'accord national 1997-1998 du 13 mai 1997 et modifié par l'accord national 1999-2000 du 19 avril 1999 et prorogé à nouveau par l'accord national 2001-2002 du 23 avril 2001, par l'accord national 2003-2004 du 7 avril 2003 et par l'accord national 2005-2006 du 30 mai 2005, est prorogé jusqu'au 30 juin 2009, en tenant compte des modifications suivantes (adaptation des dates) :

- point 2, 1<sup>er</sup> alinéa : « Procédure au niveau de l'entreprise : si l'entreprise souhaite appliquer le modèle sectoriel de temps annuel susmentionné, le règlement de travail est adapté conformément aux dispositions de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail. Cette adaptation est valable jusqu'au 30 juin 2009 au plus tard. Si ce modèle sectoriel n'est pas prorogé au niveau du secteur ou de l'entreprise, les dispositions adaptées en matière de temps annuel sont automatiquement supprimées du règlement de travail à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2009. »;

- point 4 : « Evaluation : à la fin de l'année 2007 et de l'année 2008 le déroulement des discussions au niveau des entreprises en exécution des dispositions de ce point est évalué au niveau national. »

### CHAPITRE IX. — Contrats de travail à durée déterminée et contrats de travail intérimaire

Art. 23. Les contrats de travail à durée déterminée et les contrats de travail intérimaire qui sont convertis en contrats de travail à durée indéterminée, reprennent à partir du 1<sup>er</sup> juin 2007 toute l'ancienneté acquise dans l'entreprise concernée. Ces contrats de travail à durée indéterminée ne peuvent pas prévoir une période d'essai et pour autant que la durée totale, pas nécessairement ininterrompue, des contrats de travail à durée déterminée et des contrats de travail intérimaire ait été de minimum 14 jours.

Sont seuls pris en considération, les contrats de travail à durée déterminée et les contrats de travail intérimaire qui ont débuté après le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et qui se sont succédés sans interruption supérieure à 4 mois.

Bij de opmaak van het opleidingsplan zullen de opleidingsbehoeften in alle afdelingen en personeelsgroepen onderzocht worden.

Jaarlijks wordt de uitvoering van het opleidingsplan gerapporteerd aan de ondernemingsraad, bij ontstentenis aan de syndicale delegatie.

De ondertekenende partijen kunnen voor einde 2007 de nadere modaliteiten bepalen.

#### D. Opleidings CV

Art. 18. Vanaf 1 januari 2008 houdt elke onderneming, in het belang van de permanente vorming en van de verworven beroepservaring voor de verdere loopbaan, van elke arbeider een « opleidings CV » bij.

Dit opleidings CV is een inventaris van de uitgeoefende functies en gevolgde opleidingen tijdens zijn loopbaan in betrokken onderneming (ook de informele opleidingen, werkplekleren, taakverbreding, en dergelijke) en de opleidingen op eigen initiatief van de werkmans.

Deze inventaris wordt gevalideerd door werkgever en werknemer in een gemeenschappelijk document, waarvan de werknemer bij uitdiensttreding een uittreksel dient te krijgen. Sectoraal zal een suppletief en eenvoudig model vastgelegd worden in een collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten tegen 31 december 2007.

#### E. Opleidingen buiten de normale werkuren

Art. 19. Rekening houdend met de al bestaande afspraken, bevelen en de ondertekenende partijen aan dat de nationale en provinciale opleidingsfondsen met ingang van 1 januari 2008 initiatieven voor opleidingen buiten de normale werkuren aanbieden, zoals afstandsleren en premiesystemen.

### HOOFDSTUK VIII. — Arbeidstijd en flexibiliteit

Art. 20. Partijen vragen het koninklijk besluit « Kleine Flexibiliteit » van 6 februari 2006 te verlengen tot 30 juni 2009.

Art. 21. Het artikel 6, § 3, van het nationaal akkoord 1995-1996 van 16 september 1995, dat voorziet in de mogelijkheid de inhaalrust ten beloop van maximaal het wettelijk bepaald aantal overuren niet toe te kennen, onder voorwaarde dat er op ondernemingsvlak een collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten, wordt verlengd tot 30 juni 2009.

Art. 22. Het sectoraal model jaartijd, zoals ingesteld door het nationaal akkoord 1997-1998 van 13 mei 1997, en gewijzigd door het nationaal akkoord 1999-2000 van 19 april 1999 en verder verlengd door het nationaal akkoord 2001-2002 van 23 april 2001, door het nationaal akkoord 2003-2004 van 7 april 2003 door het nationaal akkoord 2005-2006 van 30 mei 2005, wordt verlengd tot 30 juni 2009, rekening houdende met de volgende wijzigingen (aanpassing data) :

- punt 2, 1e alinea : « Procedure op ondernemingsvlak : indien de onderneming bovenstaand sectoraal model van jaartijd wenst toe te passen wordt het arbeidsreglement aangepast conform de bepalingen van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen. Deze aanpassing geldt tot uiterlijk 30 juni 2009. Als dit sectoraal model niet verlengd wordt op sector- of op ondernemingsvlak, dan worden vanaf 1 juli 2009 automatisch de aangepaste bepalingen inzake jaartijd uit het arbeidsreglement geschrapt. »;

- punt 4 : « Evaluatie : op het einde van het jaar 2007 en het jaar 2008 wordt op nationaal vlak het verloop van de besprekingen op ondernemingsvlak ter uitvoering van de bepalingen van dit punt geëvalueerd. »

### HOOFDSTUK IX. — Arbeidsovereenkomsten voor bepaalde duur en voor uitzendarbeid

Art. 23. Arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur en arbeidsovereenkomsten voor uitzendarbeid die worden omgezet in arbeidsovereenkomsten van onbepaalde duur vanaf 1 juni 2007 nemen de volledige in de betrokken onderneming opgebouwde anciënniteit over. Deze arbeidsovereenkomsten van onbepaalde duur mogen geen proefperiode voorzien, en voor zover de totale, niet noodzakelijk ononderbroken, duur van deze arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur en deze arbeidsovereenkomsten voor uitzendarbeid minimum 14 dagen bedraagt.

Worden enkel in aanmerking genomen, arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur en arbeidsovereenkomsten voor uitzendarbeid die begonnen zijn na 1 januari 2006 en waarvan de onderbrekingen tussen deze arbeidsovereenkomsten maximum 4 maanden bedragen.



CHAPITRE X. — *Planification de carrière*

## A. Modèle sectoriel de planification de carrière

Art. 24. 1. Prorogation des conventions d'entreprise relatives à la prépension

§ 1<sup>er</sup>. L'article 6 de la convention collective de travail du 17 décembre 2001 relative au modèle sectoriel de planification de carrière, est modifié et prolongé jusqu'au 30 juin 2009 inclus.

§ 2. Le nouvel article 6 est rédigé comme suit :

« Toutes les conventions collectives de travail relatives à la prépension conclues au niveau de l'entreprise, qui ont été enregistrées et déposées à la Direction générale Relations collectives du travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, à l'exception des conventions collectives de travail à durée déterminée ayant trait à des opérations de restructuration temporaires, sont prorogées dans les mêmes conditions et suivant les possibilités légales jusqu'au 30 juin 2009 inclus, sauf si les parties ont décidé au niveau de l'entreprise, dans le cadre des négociations sur l'élargissement du modèle sectoriel de planification de carrière, de ne pas les prolonger. »

2. Prorogation de la procédure relative à la dérogation au modèle sectoriel

L'article 8, § 3, relatif à la durée de la dérogation au modèle sectoriel pour les entreprises dépourvues d'un accord de prépension, de la convention collective de travail du 17 décembre 2001 relative au modèle sectoriel de planification de carrière, rendue obligatoire par arrêté royal du 20 novembre 2002 - *Moniteur belge* du 9 janvier 2003, est prorogé jusqu'au 30 juin 2009 inclus.

3. Adaptation du modèle sectoriel de planification de carrière aux dispositions de la convention collective de travail *77quater*

Le modèle sectoriel de planification de carrière sera adapté à partir du 1<sup>er</sup> juin 2007 aux dispositions de la convention collective de travail *77quater*, conclue au Conseil national du travail le 30 mars 2007, et aux dispositions légales prises en exécution de cette convention, plus particulièrement le droit des + 55 ans à une diminution de carrière 1/5 ainsi que l'ouverture de la formule de travail 4/5 dans des régimes de travail flexibles dans lesquels la durée hebdomadaire de travail moyenne est inférieure à la durée de travail sectorielle.

## B. Prorogation des accords de prépension

Art. 25. Toutes les conventions collectives de travail relatives à la prépension conclues au niveau des entreprises sont prorogées jusqu'au 30 juin 2009 inclus dans le cadre du modèle sectoriel de planification de carrière comme défini à l'article 22, point 1, du présent accord.

Art. 26. Toutes les conventions collectives de travail relatives à la prépension qui ont été conclues au niveau provincial et régional et qui ont été enregistrées et déposées à la Direction générale Relations collectives du travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale sont prorogées jusqu'au 30 juin 2009 aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales.

Art. 27. La prépension pour ouvriers prévue au point 3.5.c. de l'accord national 1997-1998 du 13 mai 1997 et prorogée par les accords nationaux 1999-2000 du 19 avril 1999 et prorogée à nouveau par l'accord national 2001-2002 du 23 avril 2001, par l'accord national 2003-2004 du 7 avril 2003 et par l'accord national 2005-2006 du 30 mai 2005, concernant la prépension à 58 ans, pour autant que les ouvriers, en application de la réglementation sur les prépensions, puissent justifier une carrière professionnelle nécessaire, est prorogée aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales jusqu'au 30 juin 2009.

Art. 28. La disposition prévue au point 3.5.d. de l'accord national 1997-1998 et prorogée par les accords nationaux 1999-2000 du 19 avril 1999 et prorogée à nouveau par l'accord national 2001-2002 du 23 avril 2001, par l'accord national 2003-2004 du 7 avril 2003 et par l'accord national 2005-2006 du 30 mai 2005, relatif à l'abaissement de l'âge de la prépension à 56 ans, pour autant que les ouvriers, en application de la réglementation en matière de prépension, puissent prouver une carrière professionnelle de 33 ans et aient travaillé pendant 20 ans dans un régime de travail de nuit tel que défini par la convention collective de travail n° 46, est prorogée aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales jusqu'au 31 décembre 2008 inclus.

Art. 29. La disposition au point 3.6. de l'accord national 1997-1998 et prorogée par les accords nationaux 1999-2000 du 19 avril 1999 et prorogée à nouveau par l'accord national 2001-2002 du 23 avril 2001, par l'accord national 2003-2004 du 7 avril 2003 et par l'accord national 2005-2006 du 30 mai 2005, relatif à la prépension à mi-temps telle que

HOOFDSTUK X. — *Loopbaanplanning*

## A. Sectoraal model loopbaanplanning

Art. 24. 1. Verlenging van de ondernemingsovereenkomsten met betrekking tot het brugpensioen

§ 1. Artikel 6, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 december 2001 inzake het sectoraal model loopbaanplanning, wordt gewijzigd en verlengd tot en met 30 juni 2009.

§ 2. Het nieuwe artikel 6 luidt als volgt :

« Alle collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot het brugpensioen gesloten op ondernemingsvlak die geregistreerd en neergelegd zijn bij de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen bij de Federale overheidsdienst van Werkgelegenheid Arbeid en Sociaal Overleg, met uitzondering van de collectieve arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur die betrekking hebben op tijdelijke herstructureringsoperaties, worden onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot en met 30 juni 2009, tenzij partijen op ondernemingsvlak beslist hebben, in het kader van de onderhandelingen over de uitbreiding van het sectoraal model loopbaanplanning, deze niet te verlengen. »

2. Verlenging van de procedure inzake de afwijking op het sectoraal model

Artikel 8, § 3, met betrekking tot de duurtijd van de afwijking van het sectoraal model voor ondernemingen zonder een brugpensioenakkoord, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 december 2001 inzake het sectoraal model loopbaanplanning algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 20 november 2002 - *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 2003, wordt verlengd tot en met 30 juni 2009.

3. Aanpassing sectoraal model loopbaanplanning aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst *77quater*

Het sectoraal model loopbaanplanning wordt vanaf 1 juni 2007 aangepast aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst *77quater* gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 30 maart 2007, en aan de wettelijke bepalingen tot uitvoering van deze overeenkomst, inzonderheid het recht van + 55 jarigen op een vermindering van de loopbaan met 1/5 en de openstelling van de formule voor een 4/5e tewerkstelling in flexibele arbeidsstelsels waar de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur lager is dan de sectorale arbeidsduur.

## B. Verlenging van de brugpensioenakkoorden

Art. 25. Alle collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot het brugpensioen gesloten op ondernemingsvlak worden tot en met 30 juni 2009 verlengd in het kader van het sectoraal model loopbaanplanning zoals bepaald in artikel 22, punt 1 van dit akkoord.

Art. 26. Alle collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot het brugpensioen, gesloten op provinciaal en gewestelijk vlak die geregistreerd en neergelegd zijn bij de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale overheidsdienst van Werkgelegenheid Arbeid en Sociaal Overleg, worden onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot en met 30 juni 2009.

Art. 27. Het brugpensioen voor werklieden voorzien in punt 3.5.c. van het nationaal akkoord 1997-1998 van 13 mei 1997 en verlengd door de nationale akkoorden 1999-2000 van 19 april 1999 en verder verlengd door het nationaal akkoord 2001-2002 van 23 april 2001, door het nationaal akkoord 2003-2004 van 7 april 2003 door het nationaal akkoord 2005-2006 van 30 mei 2005 met betrekking tot het brugpensioen op 58 jaar, voor zover de werklieden in toepassing van de brugpensioenreglementering het noodzakelijke beroepsverleden kunnen rechtvaardigen, wordt onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot en met 30 juni 2009.

Art. 28. De regeling zoals voorzien in punt 3.5.d. van het nationaal akkoord 1997-1998 en verlengd door de nationale akkoorden 1999-2000 van 19 april 1999 en verder verlengd door het nationaal akkoord 2001-2002 van 23 april 2001, door het nationaal akkoord 2003-2004 van 7 april 2003 door het nationaal akkoord 2005-2006 van 30 mei 2005, met betrekking tot de verlaging van de brugpensioenleeftijd tot 56 jaar, voor zover de werklieden in toepassing van de brugpensioenreglementering 33 jaar beroepsverleden kunnen rechtvaardigen en 20 jaar in een nachtregeling gewerkt hebben, zoals bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46, wordt onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot en met 31 december 2008.

Art. 29. De regeling zoals voorzien in punt 3.6. van het nationaal akkoord 1997-1998 en verlengd door de nationale akkoorden 1999-2000 van 19 april 1999 en verder verlengd door het nationaal akkoord 2001-2002 van 23 april 2001, door het nationaal akkoord 2003-2004 van 7 april 2003 door het nationaal akkoord 2005-2006 van

prévue par la convention collective de travail n° 55, est prorogée aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales jusqu'au 31 décembre 2008 inclus.

Art. 30. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 il est prévu, en exécution de l'Accord interprofessionnel une prépension à 56 ans avec 40 ans de carrière. Le fonds de sécurité d'existence interviendra dans le coût de cette prépension, conformément à l'article 13, § 4, de la présente convention collective de travail.

Art. 31. Le paiement de l'indemnité complémentaire des ouvriers prépensionnés est maintenu en cas de reprise de travail en tant que travailleur ou en tant qu'indépendant chez un autre employeur que celui qui a licencié ou chez un employeur qui n'appartient pas à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui a licencié. Si l'ouvrier reçoit déjà des indemnités du Fonds de Sécurité d'Existence, celui-ci continue à les payer en cas de reprise de travail selon les modalités fixées à l'article 13, § 5, de la présente convention collective de travail.

#### CHAPITRE XI. — *Frais de transport*

Art. 32. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les employeurs prendront en charge les frais de transport des ouvriers insérés dans les cellules pour l'emploi, en tenant compte des distances effectivement parcourues pour participer aux activités de ces dernières, sur base des tarifs fixés par la convention collective de travail du 16 juin 1997, modifiée par la convention collective de travail du 19 avril 1999 excepté si d'autres dispositions existent au niveau de l'entreprise.

Art. 33. Pendant la durée de l'accord, un groupe de travail paritaire sera mis en place pour trouver une solution relative à la problématique de transport des travailleurs occupés sur chantier.

#### CHAPITRE XII. — *Divers*

A. Prolongation de dispositions à durée déterminée existantes reprises dans les conventions collectives de travail mentionnées ci-après

Art. 34. Article 8, en matière de jour de carence, de la convention collective de travail du 16 mars 1992 relative aux conditions de travail et de rémunération (province de Flandre orientale, sauf Pays de Waes) enregistrée sous le numéro 30491/CO/111.1/2.

Article 9, en matière de jour de carence, de la convention collective de travail du 16 mars 1992 relative aux conditions de travail et de rémunération (Pays de Waes) enregistrée sous le numéro 30489/CO/111.1/2.

La convention collective de travail du 15 mars 1993 relative au jour de carence (Flandre occidentale) enregistrée sous le numéro 32756/CO/111.1/2.

La convention collective de travail du 21 novembre 1994 relative aux personnes faisant partie des groupes à risque (Pays de Waes) enregistrée sous le numéro 36886/CO/111.1/2., modifiée par la convention collective de travail du 8 juillet 2002 enregistrée sous le numéro 63777/CO/111.1/2.

La convention collective de travail du 20 février 1995 relative aux personnes faisant partie des groupes à risque (Flandre orientale, excepté le Pays de Waes) enregistrée sous le numéro 37507/CO/111.1/2.

La convention collective de travail du 20 mars 1995 en extension de la notion de groupes à risque (Limbourg) enregistrée sous le numéro 37887/CO/111.1/2.

Toutes les dispositions à durée déterminée des conventions collectives de travail conclues au niveau des entreprises et entérinées par les sections paritaires régionales.

#### B. Heures supplémentaires

Art. 35. Les partenaires sociaux ont l'intention de rassembler des données représentatives relatives aux heures supplémentaires dans le secteur des fabrications métalliques. A cet effet, un groupe de travail paritaire va mettre au point une méthode.

#### CHAPITRE XIII. — *Paix sociale*

Art. 36. La paix sociale sera assurée dans le secteur pendant la durée de la présente convention collective de travail.

Par conséquent, aucune revendication à caractère général ou collectif, qui serait de nature à étendre les engagements des entreprises prévus par la présente convention collective de travail, ne sera introduite ou soutenue au niveau provincial, régional ou des entreprises.

La présente convention a été conclue dans un esprit de droits et d'obligations réciproques. Par conséquent, le respect des obligations par chacune des parties dépend du respect des obligations par les autres signataires.

30 mei 2005, met betrekking tot het halftijds brugpensioen zoals voorzien bij collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55, wordt onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot en met 31 december 2008.

Art. 30. Vanaf 1 januari 2008 wordt in uitvoering van het Interprofessioneel akkoord een brugpensioenregeling op 56 jaar mits 40 jaar loopbaan voorzien. Het fonds voor bestaanszekerheid komt tussen in de kost van dit brugpensioen conform artikel 13, § 4 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 31. De aanvullende vergoeding van de bruggepensioneerde werklieden wordt verder betaald bij werkherhating als werknemer of als zelfstandige bij een andere werkgever dan deze die ontslagen heeft of bij een werkgever die niet tot dezelfde technische eenheid behoort als de werkgever die ontslagen heeft. Voor zover de arbeider reeds vergoedingen ontvangt van het Fonds voor Bestaanszekerheid, zal deze vergoeding van het Fonds eveneens worden verder betaald bij werkherhating volgens de modaliteiten bepaald in artikel 13, § 5, van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

#### HOOFDSTUK XI. — *Vervoerskosten*

Art. 32. Vanaf 1 januari 2007 worden door de werkgevers de vervoerskosten van de werklieden die worden ingeschakeld in de tewerkstellingscellen ten laste genomen, dit rekening houdend met de werkelijke afstanden afgelegd om deel te nemen aan de activiteiten van de tewerkstellingscellen en dit volgens de tarieven vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997, gewijzigd door collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 1999, behoudens andere regelingen op ondernemingsvlak.

Art. 33. In de loop van het akkoord wordt een paritaire werkgroep opgericht ten einde een oplossing uit te werken voor de vervoersproblematiek voor werfarbeiders.

#### HOOFDSTUK XII. — *Diversen*

A. Verlenging van bestaande bepalingen van bepaalde duur opgenomen in onderstaande collectieve arbeidsovereenkomsten

Art. 34. Artikel 8, inzake de carenzdag, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 maart 1992 betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden (provincie Oost-Vlaanderen, behoudens het Land van Waas) met registratienummer 30491/CO/111.1/2.

Artikel 9, inzake de carenzdag, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 maart 1992 betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden (Land van Waas) met registratienummer 30489/CO/111.1/2.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 15 maart 1993 inzake de carenzdag (West-Vlaanderen) met registratienummer 32756/CO/111.1/2.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 21 november 1994 inzake de personen behorend tot de risicogroepen (Land van Waas) met registratienummer 36886/CO/111.1/2, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juli 2002 met registratienummer 63777/CO/111.1/2.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1995 inzake de personen behorend tot de risicogroepen (Oost-Vlaanderen, behoudens het Land van Waas).

De collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 1995 ter uitbreiding van de notie risicogroepen (Limburg) met registratienummer 37887/CO/111.1/2.

Al de bepalingen van bepaalde duur van de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten op ondernemingsvlak en bekrachtigd door de Gewestelijke Paritaire Secties.

#### B. Overuren

Art. 35. Partijen hebben de intentie om representatieve gegevens te verzamelen inzake overuren in de metaalbouwsector. Daartoe zal in een paritaire werkgroep een methode op punt gesteld worden.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Sociale vrede*

Art. 36. De sociale vrede zal verzekerd zijn in de sector tijdens de duurtijd van onderhavige overeenkomst.

Bijgevolg zal op provinciaal, gewestelijk of op ondernemingsvlak geen enkele eis van algemene of collectieve aard gesteld of ondersteund worden die van aard zou zijn de verbintenissen van de ondernemingen voorzien in deze overeenkomst uit te breiden.

Deze overeenkomst werd gesloten in een geest van wederzijdse rechten en verplichtingen. Bijgevolg is de naleving van de verplichtingen van elk van de partijen afhankelijk van de eerbiediging door de andere ondertekenaars van hun verplichtingen.

Les parties confirment les dispositions conventionnelles d'application dans le secteur en ce qui concerne les procédures et plus particulièrement l'article 2 de la procédure de conciliation telle que fixée par la commission paritaire le 13 janvier 1965.

Les parties confirment également, pour la durée du présent accord, la procédure d'urgence complémentaire introduite par l'accord national 1989-1990.

Art. 37. Les règles sectorielles existantes en matière de paix sociale seront reprises dans une seule convention collective de travail pour fin septembre 2007.

#### CHAPITRE XIV. — *Durée*

Art. 38. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2008, sauf stipulation contraire et à l'exception des dispositions figurant dans les articles suivants : chapitre II, chapitre III, chapitre IV, chapitre VII, chapitre IX, article 24, point 3 et article 31 du chapitre X, chapitre XI et article 35 du chapitre XII qui sont conclues pour une durée indéterminée.

Les dispositions à durée indéterminée peuvent être résiliées moyennant l'envoi d'une lettre recommandée au président de la commission paritaire nationale et en respectant un délai de préavis de 6 mois.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 novembre 2008.

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,  
Mme J. MILQUET

Annexe 1<sup>re</sup> à la convention collective de travail du 31 mai 2007, conclue au sein de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, relative à l'accord national 2007-2008

#### La négociation de l'enveloppe au niveau de l'entreprise

Les représentants des employeurs et des travailleurs au niveau national, provincial et local s'engagent à respecter et faire respecter les règles suivantes lors de la négociation de l'enveloppe au niveau des entreprises, qui est fixée au chapitre II du présent accord national 2007-2008 du 31 mai 2007.

##### 1. Calcul et conversion

a) Si tant les employeurs que tous les syndicats représentés dans la délégation syndicale de l'entreprise sont d'accord au niveau de l'entreprise de négocier l'affectation de l'enveloppe, les entreprises et leur délégation syndicale ouvrière peuvent négocier à leur niveau l'affectation de l'enveloppe budgétaire de 0,7 p.c. de la masse salariale des ouvriers, telle que définie au chapitre II du présent accord national 2007-2008. Cette affectation peut uniquement être négociée au niveau de l'entreprise;

b) Par « masse salariale », on entend : les salaires bruts à savoir aussi bien les salaires horaires de base que les salaires horaires effectifs (y compris les primes de fin d'année, les primes d'équipe, le sursalaire, etc.) ainsi que les charges sociales y afférentes (cotisations patronales de sécurité sociale de l'employeur et autres charges sociales);

c) Cette enveloppe peut être utilisée pour le financement d'avantages complémentaires, d'augmentations salariales ou d'autres améliorations des conditions de travail;

d) Le pourcentage de l'enveloppe ne peut être dépassé, de sorte que :

- d'une part, l'effet récurrent sur le salaire horaire moyen des ouvriers ne peut être plus élevé que le pourcentage de l'enveloppe;

- d'autre part, la masse salariale pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2008 ne peut, suite à l'affectation de l'enveloppe, augmenter plus que le pourcentage de l'enveloppe;

e) Lors de la négociation relative à l'affectation de l'enveloppe, il peut être tenu compte de l'effet des augmentations automatiques résultant des barèmes applicables au niveau des entreprises.

##### 2. Procédure de négociation

a) Préalablement à toute négociation, tant l'employeur que tous les syndicats représentés au sein de la délégation syndicale de l'entreprise doivent accepter une négociation sur l'affectation de l'enveloppe fixée au niveau de l'entreprise. Dans les entreprises ayant plusieurs sièges, la décision est prise au niveau du groupe. Cette décision porte non seulement sur la volonté ou non de négocier, mais aussi sur le niveau auquel ces négociations doivent être menées.

Partijen herbevestigen de conventionele bepalingen geldig in de sector wat de procedures betreft en meer bepaald artikel 2 van de verzoeningsprocedure zoals vastgelegd in het paritair comité op 13 januari 1965.

Partijen herbevestigen eveneens voor de duur van onderhavig akkoord de bijkomende spoedprocedure die door het nationaal akkoord 1989-1990 ingevoerd werd.

Art. 37. De bestaande sectorale regels inzake sociale vrede zullen tegen einde september 2007 opgenomen worden in één enkele collectieve arbeidsovereenkomst.

#### HOOFDSTUK XIV. — *Duur*

Art. 38. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur, gaande van 1 januari 2007 tot 31 december 2008, behoudens waar anders vermeld en met uitzondering van de bepalingen vermeld in volgende artikels : hoofdstuk II, hoofdstuk III, hoofdstuk IV, hoofdstuk VII, hoofdstuk IX, artikel 24, punt 3 en artikel 31 van hoofdstuk X en hoofdstuk XI en artikel 35 van hoofdstuk XII, die gesloten worden voor onbepaalde duur.

De bepalingen van onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits aangetekend schrijven aan de voorzitter van het nationaal paritair comité en waarvoor een opzegtermijn van 6 maanden geldt.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 november 2008.

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
Mevr. J. MILQUET

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 mei 2007, gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, betreffende het nationaal akkoord 2007-2008

#### De onderhandeling van de enveloppe op ondernemingsvlak

De werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers op nationaal, provinciaal en lokaal vlak verbinden er zich toe om volgende regels toe te passen en te doen toepassen bij de onderhandeling van de enveloppe op het ondernemingsvlak, bepaald in hoofdstuk II van dit nationaal akkoord 2007-2008 van 31 mei 2007.

##### 1. Berekening en omzetting

a) Indien zowel de werkgevers als alle in de syndicale afvaardiging van de in de onderneming vertegenwoordigde vakbonden op ondernemingsvlak akkoord gaan over een onderhandeling over de besteding van de enveloppe kunnen de ondernemingen en hun syndicale delegatie voor werklieden op hun vlak onderhandelen over de aanwending van de budgettaire enveloppe ten belope van 0,7 pct. van de loonmassa van de werklieden, zoals vastgelegd in hoofdstuk II van dit nationaal akkoord 2007-2008. Over deze aanwending kan enkel op ondernemingsvlak onderhandeld worden.

b) Onder « loonmassa » worden begrepen : de brutolonen met name zowel de basisuurlonen als de effectieve uurlonen (met inbegrip van de eindejaarspremies, de ploegenpremies, het overloon, enz.) en bijhorende sociale lasten (Sociale Zekerheidsbijdragen werkgever en andere sociale lasten).

c) Deze enveloppe mag aangewend worden voor de financiering van bijkomende voordelen, loonsverhogingen of andere verbeteringen van de arbeidsvoorwaarden.

d) Het percentage van de enveloppe mag niet wordt overschreden, zodat :

- enerzijds het recurrent effect op de gemiddelde uurloonkost van de werklieden niet hoger mag zijn dan het percentage van de enveloppe;

- anderzijds de loonmassa voor de periode gaande van 1 januari 2007 tot 31 december 2008 ingevolge de toekenning van de enveloppe niet mag stijgen met meer dan het percentage van de enveloppe.

e) In de onderhandeling over de invulling van de enveloppe kan rekening gehouden worden met het effect van automatische verhogingen als gevolg van de op ondernemingsvlak toepasbare barema's.

##### 2. Onderhandelingsprocedure

a) Voorafgaandelijk aan elke onderhandeling, moeten zowel de werkgever als alle in de vakbondsafvaardiging van de onderneming vertegenwoordigde vakbonden op ondernemingsvlak akkoord gaan over een onderhandeling over de besteding van de enveloppe. In de multizetelondernemingen wordt de beslissing genomen op groepsniveau. Deze beslissing heeft niet alleen betrekking op het al dan niet onderhandelen, maar ook over het niveau waar deze onderhandelingen zullen gevoerd worden.



b) A condition que tant l'employeur que tous les syndicats représentés au sein de la délégation syndicale de l'entreprise soient d'accord de négocier l'affectation de l'enveloppe, les négociations peuvent être lancées dès la conclusion du présent accord national. Elles doivent être clôturées le 15 juin 2007 au plus tard. Au besoin et après accord de toutes les parties au niveau de l'entreprise, le délai ci-dessus pour aboutir à une convention collective de travail, peut être prolongé jusqu'au 20 juillet 2007 au plus tard, pour autant que la concertation en entreprise ait démarré avant la date du 15 juin 2007;

c) Les négociations se déroulent conformément aux traditions de concertation existant au sein de l'entreprise;

d) Lorsque la concertation aboutit à un accord, les dispositions prises doivent être définies dans une convention collective de travail, à conclure le 15 juin 2007 au plus tard, excepté l'application de la prorogation, conformément au b);

e) Une copie de la convention collective de travail ainsi conclue doit être immédiatement transmise pour information au président de la commission paritaire nationale;

f) Si aucune concertation d'entreprise concernant l'enveloppe n'est entamée et si la concertation n'a pas débouché sur la conclusion d'une convention collective de travail pour le 15 juin 2007 au plus tard, excepté l'application de la prorogation, conformément au b), les salaires horaires effectifs des ouvriers sont augmentés de 0,7 p.c. au 30 juin 2007, conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de l'accord national 2007-2008.

### 3. Procédure de règlement des litiges

a) Si les négociations menées par les entreprises au sujet de l'affectation de l'enveloppe à leur niveau donnent lieu à un différend pour lequel aucune solution ne peut être trouvée dans un délai raisonnable, il est fait appel aux représentants régionaux des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs;

b) Au cas où l'intervention des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs ne mettrait pas un terme au différend, la procédure de conciliation normale au niveau national est suivie. En cas de conflit imminent, on peut toutefois recourir à la procédure d'urgence (conciliation dans les 48 heures);

c) Les représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs du bureau de conciliation national doivent tout d'abord examiner si le différend se situe dans le cadre de l'enveloppe budgétaire allouée. Si ce n'est pas le cas, la concertation est replacée dans le cadre convenu paritairement et est renvoyée vers l'entreprise. En revanche, si c'est le cas, la conciliation est menée sur le fond;

d) Si au cours de la procédure définie ci-dessus, un différend apparaît quant à l'interprétation des calculs pour l'affectation de l'enveloppe, il est immédiatement fait appel à l'intervention de la commission paritaire nationale;

e) A aucun niveau, le délai ultime du 15 juin 2007 ne sera dépassé pour la conclusion d'une convention collective de travail, excepté dans le cas prévu sous le point 2, b).

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 novembre 2008.

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances,  
Mme J. MILQUET

Annexe 2 à la convention collective de travail du 31 mai 2007, conclue au sein de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, relative à l'accord national 2007-2008

#### Accord social du 31 mai 2007

Régime de primes d'encouragement dans le secteur privé en exécution de la décision du Gouvernement flamand

En application de la décision du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> mars 2002 portant réforme du régime de primes d'encouragement dans le secteur privé, tel que modifié ultérieurement, et en exécution de l'accord 2005-2006 du Gouvernement flamand et des partenaires sociaux flamands du 20 janvier 2005, les parties signataires déclarent que les ouvriers ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique et occupés dans la Région

b) Op voorwaarde dat zowel de werkgever als alle in de syndicale delegatie van de onderneming vertegenwoordigde vakbonden akkoord gaan om ondernemingsonderhandelingen over de besteding van de enveloppe te voeren, kunnen deze starten vanaf het sluiten van dit nationaal akkoord. Ze dienen volledig afgerond te zijn ten laatste op 15 juni 2007. Indien nodig, kan de bovenstaande termijn om te komen tot een collectieve arbeidsovereenkomst, na akkoord van alle partijen op ondernemingsvlak, verlengd worden tot uiterlijk 20 juli 2007, voor zover het ondernemingsoverleg reeds begonnen werd voor de datum van 15 juni 2007.

c) De onderhandelingen verlopen conform de bestaande tradities van overleg in de onderneming.

d) Zo het overleg leidt tot een akkoord, dienen de gemaakte afspraken vastgelegd te worden in een collectieve arbeidsovereenkomst, te sluiten op 15 juni 2007 ten laatste, behoudens de toepassing van de verlenging conform b).

e) Een afschrift van de aldus gesloten collectieve arbeidsovereenkomst moet onmiddellijk ter informatie overgemaakt worden aan de voorzitter van nationaal paritair comité.

f) Indien geen ondernemingsoverleg wordt aangegaan omtrent de enveloppe en indien tegen 15 juni 2007, behoudens de toepassing van de verlenging conform b), dit overleg niet uitmondt in het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst, worden vanaf 30 juni 2007 de effectieve uurlonen van de werklieden verhoogd met 0,7 pct., conform de bepalingen voorzien in artikel 5 van het nationaal akkoord 2007-2008.

### 3. Geschillenprocedure

a) Indien in de loop van de ondernemingsonderhandelingen over de aanwending van de enveloppe op ondernemingsvlak een geschil zou ontstaan waarbij binnen een redelijke termijn geen oplossing gevonden kan worden, wordt beroep gedaan op tussenkomst van regionale vertegenwoordigers van de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties.

b) Indien de tussenkomst van regionale vertegenwoordigers van de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties geen einde stelt aan het geschil, wordt de normale verzoeningsprocedure op nationaal vlak gevolgd. Bij dreigend conflict kan evenwel beroep gedaan worden op de spoedprocedure (verzoening binnen de 48 uur).

c) De vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties van het nationaal verzoeningsbureau dienen in de eerste plaats te onderzoeken of het geschil zich situeert binnen de toegekende budgettaire enveloppe. Indien dit niet het geval is, wordt het overleg terug binnen het paritair afgesproken kader geplaatst en opnieuw naar de onderneming verwezen. Zo dit wel het geval is wordt de bemiddeling ten gronde gevoerd.

d) Indien in de loop van bovengenoemde procedure er een geschil ontstaat inzake de interpretatie van de berekeningen voor de invulling van de op ondernemingsvlak bepaalde enveloppe, wordt onmiddellijk beroep gedaan op de tussenkomst van het nationaal paritair comité.

e) Op geen enkel niveau kan toegestaan worden dat de uiterste datum van 15 juni 2007 voor het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst overschreden wordt, behalve in geval voorzien in 2, b).

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 november 2008.

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
Mevr. J. MILQUET

Bijlage 2 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 mei 2007, gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, betreffende het nationaal akkoord 2007-2008

#### Sociaal akkoord van 31 mei 2007

Stelsel van de aanmoedigingspremies in de privésector in uitvoering van het besluit van de Vlaamse Regering

In toepassing van het besluit van de Vlaamse Regering van 1 maart 2002 houdende hervorming van het stelsel van aanmoedigingspremies in de privésector zoals later gewijzigd, en in uitvoering van het akkoord 2005-2006 van de Vlaamse Regering en de Vlaamse sociale partners van 20 januari 2005 verklaren de ondertekenende partijen dat de werklieden ressorterend onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw en tewerkgesteld in het Vlaamse Gewest

flamande peuvent faire usage jusqu'au 31 décembre 2008 des primes d'encouragement dans le cadre du crédit soins et du crédit formation et de la prime d'encouragement pour les entreprises en difficultés ou en restructuration.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 novembre 2008.

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,  
Mme J. MILQUET

tot 31 december 2008 gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies in het raam van het zorgkrediet en het opleidingskrediet en van de aanmoedigingspremie voor ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 november 2008.

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
Mevr. J. MILQUET

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2009 — 402 [C — 2008/13539]

**13 NOVEMBRE 2008. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 octobre 2007, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation, concernant l'accord sectoriel 2007-2008 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 12 octobre 2007, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation, concernant l'accord sectoriel 2007-2008.

**Art. 2.** La Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 2008.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,  
Mme J. MILQUET

—————  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—————  
Annexe

**Sous-commission paritaire  
pour les moyennes entreprises d'alimentation**

*Convention collective de travail du 12 octobre 2007*

Accord sectoriel 2007-2008  
(Convention enregistrée le 16 janvier 2008  
sous le numéro 86322/CO/202.01)

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et employés des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation.

On entend par "employés" : les employés et les employées.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2009 — 402 [C — 2008/13539]

**13 NOVEMBER 2008. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 oktober 2007, gesloten in het Paritair Subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven, betreffende het sectoraal akkoord 2007-2008 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven;

Op de voordracht van De Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 12 oktober 2007, gesloten in het Paritair Subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven, betreffende het sectoraal akkoord 2007-2008.

**Art. 2.** De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 november 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
Mevr. J. MILQUET

—————  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—————  
Bijlage

**Paritair Subcomité  
voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 oktober 2007*

Sectoraal akkoord 2007-2008  
(Overeenkomst geregistreerd op 16 januari 2008  
onder het nummer 86322/CO/202.01)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en bedienden van de ondernemingen die tot de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven behoren.

Onder "bedienden" wordt verstaan : de mannelijke en vrouwelijke bedienden.